

Dossier de presse

Conférence internationale

Les communautés : problème ou solution ?

ENTPE, Vaulx-en-Velin

Les 4, 5 et 6 juin 2014



Organisée dans le cadre de la Chaire UNESCO « politiques urbaines et citoyenneté »

www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr

En partenariat avec le Collectif Pouvoir d'Agir, Studio Praxis, le CR•DSU

3	Communiqué de presse
4	Les objectifs de la conférence
5	Quelques chiffres sur les conférences de 2012 et 2014
6	Le déroulement de la conférence :
6	La conférence en un clin d'œil
7	Les conférences
9	Les tables rondes
10	Les ateliers
13	Les acteurs de la conférence :
13	Les organisateurs
14	Les partenaires
15	Les partenaires financiers



16	Informations pratiques :
16	Contacts presse
17	Se rendre à la conférence
18	Plan d'accès



Communiqué de presse

Conférence internationale : « Les communautés : problème ou solution ? » les 4, 5 et 6 juin 2014 à l'ENTPE (Lyon)

L'ENTPE organise dans le cadre de sa chaire Unesco « Politiques urbaines et citoyenneté », en partenariat avec le collectif Pouvoir d'Agir, Studio Praxis, le CR•DSU et le Cerema, une conférence les 4, 5 et 6 juin 2014 à l'ENTPE (Lyon) sur le thème : « Les communautés : problème ou solution ? ». Cette manifestation bénéficie du soutien de Keolis, du Grand Lyon et de Citego.

Les communautés affirment aujourd'hui leur présence dans presque tous les secteurs de la société, des entreprises, des administrations, et dans la plupart des domaines de l'action publique. Classique dans les pays de tradition anglo-saxonne, l'affirmation des communautés débouche souvent en France sur des controverses et parfois même des conflits qui pèsent autant sur le lien social que sur la dynamique des organisations et des politiques publiques.

II
Comment les gestionnaires économiques ou politiques doivent-ils envisager ces mouvements ? Doivent-ils y répondre positivement ou bien les craindre parce que contraire à l'idéal républicain national, dans lequel aucune distinction ne doit être faite entre les citoyens selon leurs origines, leurs cultures, leurs croyances ou leurs idéologies ?

Pour répondre à ces questions, durant trois jours, des conférences, tables-rondes et ateliers mettront en débat et feront circuler les points de vue et les savoirs entre le monde académique et les mondes de l'action.

Présence de spécialistes mondiaux sur ces sujets

Bâtie sur le modèle d'une conférence organisée en 2012 sur le thème du *Community Organizing* et qui avait connu un grand succès, cette conférence réunira des spécialistes mondiaux, des communautés et des acteurs du développement économique et social (élus, entrepreneurs, salariés, acteurs associatifs ou représentants d'organisations internationales).

Avec la participation de nombreux chercheurs de renom : M-H. Bacqué, D. Lapeyronnie, M. Raco, F. Leseman, J-A. Boudreau, A. Germain, D. Mercklen, A. Boubeker, D. White, C. Neveu, D. Chabanet, A. Tarrus, R. Kloosterman, M-C. Blanc-Chaléard, S. Yahiaoui, T. Leoncikas, J-P. Lavaud, G. Calvès, V. Sala-Pala et M. Raisa-Schpun.

Programme détaillé et inscription sur
www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr





Les objectifs de la conférence

Cette conférence fait suite à une conférence sur le *Community Organizing* qui s'est tenue à Vaulx-en-Velin en mars 2012. Le succès de cette conférence a montré qu'il y a une attente pour réfléchir à d'autres modes d'action, faisant plus confiance aux capacités des habitants des quartiers populaires à agir et à se mobiliser. La Chaire Unesco « Politiques urbaines et citoyenneté » et le collectif Pouvoir d'Agir souhaitent donc prolonger la réflexion engagée en se penchant plus spécifiquement sur les liens qui sont susceptibles d'être mobilisés et sur ce qui est susceptible de fonder un collectif. Il convient ce faisant de déconstruire un certain nombre de mythes associés à l'idée de « communautés » : des mythes qui, paradoxalement, nourrissent à la fois certains courants de pensée xénophobes et anti-républicains et les tenants les plus orthodoxes du modèle républicain français.

Depuis longtemps, les chercheurs observent que **les quartiers populaires peuvent être des ressources, et que leurs habitants disposent de capacités d'initiative, de moyens d'adaptation et de compétences relationnelles qui gagneraient à être pris en considération.** Dans les sphères politiques et de l'action publique, ce discours reste pourtant peu audible, même si les choses sont en train d'évoluer. En effet, face au constat d'un certain essoufflement du modèle français de traitement des problèmes publics, certains s'interrogent aujourd'hui sur la manière de **repenser la participation des habitants à l'action collective, en proposant par exemple d'importer la notion d'empowerment dans les programmes de politique de la Ville.** Pour autant, parler de valorisation des communautés ou des corps intermédiaires (associations, syndicats, collectifs, etc.) nous entraîne souvent en France à entrer dans des débats philosophiques et idéologiques virulents. Ainsi, le modèle républicain, supposé incompatible avec la reconnaissance des communautés, est opposé à un modèle anglo-saxon réputé plus ouvert à celles-ci, mais aussi moins égalitaire. De même, la solidarité instaurée par l'Etat-providence est perçue comme supérieure et inconciliable avec des solidarités communautaires qui enfermeraient les individus dans des appartenances culturelles, ethniques et familiales.

II

L'aversion française pour les corps intermédiaires et les communautés peut-elle et doit-elle être dépassée ? Cette question donne son sens à cette conférence.

Il ne s'agit pas ici de prendre position dans les débats philosophiques et politiques sur ce qui doit constituer la République, mais de **mettre en débat les connaissances issues des sciences sociales et de faire circuler les points de vue et les savoirs entre le monde académique et les mondes de l'action.** On propose ainsi d'élargir la perspective et de mettre l'accent sur la façon dont les corps intermédiaires et les communautés sont perçus dans d'autres contextes nationaux. Dans des pays anglo-saxons comme le Canada, les Etats-Unis ou l'Angleterre, les citoyens, par l'entremise des mouvements associatifs et des comités qui ont émergé dans de nombreux quartiers populaires, jouent un rôle reconnu comme légitime dans l'action publique. C'est dans cette perspective que prennent sens les réflexions et expérimentations engagées en France autour du développement du « pouvoir d'agir » des habitants, qui invitent à repenser l'engagement collectif des habitants dans la production des solidarités. Plus largement, il s'agit aussi de **questionner certaines représentations relatives aux « communautés »** (entendues au sens des liens d'interconnaissance créés par une origine géographique ou par une identité culturelle partagée) **en mettant en perspective les ressources que constituent les liens communautaires, comme les obstacles qu'ils peuvent dresser face à l'insertion économique et à l'intégration sociale.**

Quelques chiffres sur les conférences de 2012 et 2014

2012

- 3 jours de conférences
- 4 plénières
- 14 ateliers
- 1 soirée
- 1 visite d'un quartier de Lyon
- 1 dessinateur
- 1 journal des initiatives

Participants :

57 % du monde associatif

43 % d'organismes publiques (conseils généraux, centres sociaux, communes, etc.)

- 27 intervenants pour les 2 premières journées couvrant la **France**, le **Canada**, les **Etats-Unis** et le **Royaume-Uni**
- 42 intervenants pour la dernière journée consacrée aux ateliers



2014

- 3 jours de conférences
 - 4 plénières
 - 2 tables rondes
 - 12 ateliers
 - 1 soirée
 - 1 dessinateur
-
- 25 intervenants pour les plénières couvrant la **France**, le **Canada** et le **Royaume-Uni**
 - 10 intervenants pour les tables rondes
 - 36 intervenants pour les ateliers





Le déroulement de la conférence

La conférence en un clin d'œil

Mercredi 4 juin

8h30	Accueil
9h15	Mots de bienvenue
9h45	Conférence introductive
10h30	Pause
10h45	Session 1 - Les communautés contre la République ?
13h15	Repas
14h45	Session 2 - Les quartiers populaires comme bases de mobilisation citoyenne ?
17h15	Fin de la journée
17h30	Réception par la municipalité de Vaulx-en-Velin à l'Hôtel de Ville

Jeudi 5 juin

9h00	Accueil
9h30	Session 3 - Faut-il avoir peur des liens communautaires ? Le pouvoir économique des communautés comme vecteur d'intégration
12h00	Repas
13h15	Table ronde - On est tous dans des communautés : faut-il se méfier de tout le monde ?
14h15	Pause
14h30	4 ateliers en parallèle A1 "Combat communautaire ou combat universel : faut-il que les minorités s'organisent en France ?" A2 "Les enjeux de l'entrepreneuriat communautaire" A3 "L'approche communautaire dans l'action publique, santé, éducation..." A4 "Les identités communautaires au travail"
16h00	Pause

Jeudi 5 juin

16h30	4 ateliers en parallèle B1 "L'intérêt général et les intérêts particuliers sont-ils incompatibles ? Etude de cas" B2 "On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités" B3 "Quelles communautés comme clef d'entrée vers l'emploi ?" B4 "La fabrique des communautés (1)"
18h00	Fin de la journée
18h15	Soirée débat autour du projet "Rhône-Alpes sans pauvreté" organisée par le Collectif Pouvoir d'Agir

Vendredi 6 juin

8h45	Accueil
9h15	Session 4 - Les minorités doivent-elles être reconnues ou ignorées ?
12h00	Repas
13h00	Table ronde - Les communautés, une chance pour tous si on la tente ?
14h00	Pause
14h15	4 ateliers en parallèle C1 "Le travail social communautaire" C2 "La fabrique des communautés (2)" C3 "Mobilisation et pouvoir d'agir, ce que le community organizing change" C4 "Appartenances communautaires et capacité d'intervention dans la sphère publique"
15h45	Pause
16h00	Conclusion générale
16h30	Fin de la journée



Le déroulement de la conférence

Présentation : les conférences

Conférence introductive

Marie-Hélène Bacqué (Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, France)

Conclusion générale

Maurice Charrier, Vice-président honoraire du Grand-Lyon, Vice-président de l'INTA

Jean-Pierre Worms, Collectif Pouvoir d'Agir

Session 1 : Les communautés contre la république ?

Présidente : Annick Germain (INRS, Canada)

Discutante : Julie-Anne Boudreau (INRS, Canada)

Didier Lapeyronnie (Université Paris-Sorbonne, France)

Mike Raco (University College London, Royaume Uni)

Frédéric Lesemann (INRS, Canada)

Dans le récit fondateur de la pensée républicaine qui, en France, place l'Etat-nation au centre de la constellation des institutions sous-tendant l'ordre social, les communautés infranationales autant que les corps intermédiaires sont perçus comme potentiellement dangereux car suspectés de propager une logique "communautariste". Cette dernière constitue la figure repoussoir par excellence puisque la nation prétend disposer du monopole du sentiment d'appartenance. Les failles qui ont toujours existé dans ce schéma mythique et idéal ont été tolérées avec pragmatisme par la puissance publique tant qu'elles restaient peu visibles dans l'espace public et tant que le processus intégratif semblait fonctionner à plein. Mais, depuis plusieurs décennies, aux ratés de l'intégration s'ajoutent des revendications particularistes de plus en plus fortes. L'action publique se trouve ainsi de plus en plus tiraillée entre des principes différents. Or, la force des expériences

quotidiennes de la crise par un nombre important de Français est telle que les pouvoirs publics ne peuvent pas continuer à ignorer ces mises en cause. Qu'en est-il dans d'autres pays ? Quelle est la place réellement accordée aux communautés et autres corps intermédiaires ? Sur quels types de liens et de ressources identitaires sont-ils construits ? Comment sortir d'un modèle français aujourd'hui perçu comme en crise et à l'origine d'un certain pessimisme qui domine le corps social ?

Session 2 : Les quartiers populaires comme base de mobilisation citoyenne ?

Président : Didier Chabanet (Sciences Po/IFSTTAR, France)

Discutante : Catherine Neveu (EHESS, France)

Denis Merklen (Université Paris 3, France)

Ahmed Boubeker (Université de Lorraine, Metz)

Deena White (Université de Montréal, Canada)

Comme l'illustrent les banlieues rouges, le quartier ou la communauté locale a pu être la base d'une prise de parole politique à une échelle large, métropolitaine ou nationale. Dans quelle mesure les quartiers populaires d'aujourd'hui peuvent-ils être des bases de politisation et mobilisation citoyenne ? Quels sont les liens locaux qui peuvent être activés ? En considérant certains quartiers populaires comme des ghettos qu'il conviendrait d'éradiquer ne fait-on pas obstacle à la mobilisation des habitants ? De ce point de vue, doit-on considérer que les politiques de promotion de la mixité sociale favorisent l'invisibilisation et l'exclusion de groupes sociaux de la vie de la Cité ? Comment articuler des idéaux universalistes, visant a priori l'émancipation mais pouvant se révéler conservateurs, et des expériences sociales de multi-appartenance ? Que peuvent nous apprendre les expériences étrangères dans ce domaine ?



Session 3 : Faut-il avoir peur des liens communautaires ? Le pouvoir économique des communautés comme vecteur d'intégration

Président : Saïd Yahiaoui (Université Lyon 2, France)

Discutant : Philippe Genestier (ENTPE, France)

Marie-Claude Blanc-Chaleard (Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, France)

Alain Tarrius (Université de Toulouse, France)

Robert Kloosterman (University of Amsterdam, Netherlands)

Face à un discours politique et à une action publique qui fait de l'immigration un problème, il paraît nécessaire de rappeler que l'immigration est porteuse de ressources économiques et que ces dernières dépendent pour une part de l'activation de liens communautaires. Les immigrés sont en effet des personnes en situation hybride qui peuvent mettre en relation des réseaux de leur pays ou région d'origine et de leur pays d'accueil. Cette capacité est d'une grande valeur pour le développement d'échanges commerciaux ou la mise en place de filières économiques. Or les ressources ainsi dégagées sont souvent ignorées, voire combattues par les pouvoirs publics, au motif qu'elles mobilisent des réseaux communautaires et au motif qu'elles circulent dans des réseaux informels. Quel bilan peut-on dresser des multiples recherches portant sur l'économie ethnique et/ou informelle et sur ses effets sociaux ? Comment concevoir l'appropriation des aspects positifs de ce type d'économie par des politiques publiques qui sont le plus souvent, en théorie et en pratique, étrangères à ces réalités.

Session 4 : Les minorités doivent-elles être reconnues ou ignorées ?

Présidente : Mônica Raisa-Schpun (EHESS, France)

Discutante : Valérie Sala-Pala (Université Jean-Monnet Saint-Etienne, France)

Tadas Leoncikas (Eurofound, Union européenne)

Jean-Pierre Lavaud (Université de Lille 1, France)

Gwénaële Calves (Université de Cergy-Pontoise, France)

En France, l'ethnicité, et à fortiori la race, ne sont pas des catégories que les pouvoirs publics peuvent légitimement employer pour conduire leurs actions. Face à cette position, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer les phénomènes de discrimination que cela masquerait et par conséquent favoriserait. Ces contestations s'adosent à un courant de pensée en expansion dans les sciences sociales françaises qui place la « reconnaissance » des minorités au cœur de l'analyse des conflits sociaux. Dans un tel contexte, les particularismes des minorités ne pourraient plus être ignorées, ni par les chercheurs, ni par les gestionnaires de l'action publique. La France doit-elle et peut-elle encore résister à l'introduction de catégories ethniques, culturelles ou même raciales dans l'élaboration de ses politiques, sachant d'ailleurs que, dans les pratiques, ces catégories sont souvent déjà intégrées ? Quels sont les enjeux scientifiques d'une part et politiques d'autre part de ce débat ? La reconnaissance des minorités ne conduit-elle pas à mettre au second plan, voire à effacer les problèmes posés par les inégalités économiques ? Comment le regard sur les expériences étrangères permet-il d'alimenter cette réflexion ?



Le déroulement de la conférence

Présentation : les tables rondes

Table ronde 1 : On est tous dans des communautés : faut-il se méfier de tout le monde ?

Organisation et Animation : Collectif Pouvoir d'Agir et RCF

Intervenants : Marie Hélène Bacqué, Mathieu Ilunga (Association des Congolais, Alliance citoyenne), Pascal Aubert (coordinateur du collectif Pouvoir d'Agir), Manu Bodinier (Aequitaz - sous réserve)

Les communautés, entendues comme réseaux d'interconnaissance et de confiance basés sur une origine, une culture partagée sont diverses et existent partout. Cette table ronde permettra d'en illustrer la diversité et d'en faire ressortir les potentiels pour la communauté locale.

Table ronde 2 : Les communautés, une chance pour tous si on la tente ?

Organisation : Collectif Pouvoir d'Agir

Intervenants : Illustration à plusieurs voix : Spics, Institut Renaudot, Quartier de Poitiers, Alliance citoyenne...

Développement communautaire, travail social communautaire, vitalité démocratique, dynamisme économique, lutte contre les discriminations... L'approche qui reconnaît et valorise les communautés peut s'avérer être un levier pour le développement d'un territoire.





Le déroulement de la conférence

Présentation : les ateliers

Atelier A1

“Combat communautaire ou combat universel : faut-il que les minorités s’organisent en France ?”

S’organiser en tant que minorité pour défendre ses droits est-ce synonyme de communautarisme, ou d’un combat contre une conception de l’intérêt général qui frôle celle de l’intérêt de la majorité ?

Animateur et organisateur : Tara Dickman (Studio Praxis)

Intervenants : Thomas Ott (ITD Monde), Etienne Prime (ALPIL), Ghislaine Durand (Institutrice, ancienne élue, et fondatrice de Regards de Femmes Tsiganes), Elsa Ray (Chargée de projets au Collectif Contre l'Islamophobie en France, membre de Cité en Mouvement), Saïd Kebbouche (Directeur de cabinet à la Mairie de Vaulx en Velin, ancien directeur et co-fondateur de l'Espace Projets Interassociatifs)

Atelier A3

“L’approche communautaire dans l’action publique, santé, éducation...”

La santé est l’un des seuls domaines où depuis une vingtaine d’années on parle d’approche communautaire. L’Institut Renaudot illustrera à partir de ses expériences d’accompagnement de démarche la force de cette approche. L’animation prendra la forme “world café”.

Animateur et organisateur : Collectif Pouvoir d’Agir et l’institut Renaudot

Intervenants : Alexandra Mathieu (formatrice à l’institut Renaudot), Vincent Divoux (directeur Centre social des 3 cités)

Atelier A2

“Les enjeux de l’entrepreneuriat communautaire”

Le territoire cosmopolite de la Guillotière à Lyon est le théâtre des expressions entrepreneuriales communautaires depuis plus d’un siècle : italiennes, maghrébines, asiatiques... et désormais d’Afrique subsaharienne. Les commerces ethniques seraient-ils des lieux essentiels pour d’insertion de nouveaux migrants ?

Animateur et organisateur : Benjamin Venderlick (ethnologue-photographe)

Intervenants : Dominique Mentha (APCE), Jean Eric Sende (Action Basket Citoyen (ABC) & entrepreneur), Christophe Amany (coordinateur d’Africa 50)

Atelier A4

“Les identités communautaires au travail”

Les entreprises doivent aujourd’hui faire face à des affirmations identitaires grandissantes de la part de leurs salariés, qui tendent à modifier l’organisation du travail, mais aussi la place de chacun dans l’entreprise. La situation de l’entreprise de service public de transports urbains Keolis Lyon constituera le point de départ de la réflexion, alimentée par ses différents partenaires sociaux, ainsi que par un expert des questions de bien-être au travail. Un des enjeux de cet atelier est de tenter d’appréhender et d’analyser, au-delà des situations précises décrites, des évolutions de long terme constatées par les spécialistes des organisations.

Organisateur : Keolis Lyon

Intervenants : Olivier Frérot (Vice-recteur de l’UCLy - modérateur)

Damien Richard (EM Chambéry), Jean-Marie Joly (Keolis Lyon), Jacky Albrand (Keolis Lyon)



Atelier B1

“ L'intérêt général et les intérêts particuliers sont-ils incompatibles ? Etude de cas”

Etude de cas : la lutte contre le contrôles abusifs et la campagne Stop le contrôle au faciès”

Animateur et organisateur : Studio Praxis

Intervenants : Sihame Assbague (Co-Fondatrice et Directrice Exécutive de Studio Praxis, Porte Parole du Collectif Stop le contrôle au faciès), Elsa Ray (Chargée de projets au Collectif Contre l'Islamophobie en France, membre de Cité en Mouvement, associations membres du Collectif Stop le contrôle au Faciès), Aniss Laouaj (étudiant à l'EM Lyon, membre de Cité en Mouvement, associations membres du Collectif Stop le contrôle au Faciès)

Atelier B3

“Quelles communautés comme clef d'entrée vers l'emploi ?”

Comment promouvoir l'égalité des chances pour l'accès à l'emploi dans les quartiers dits populaires ?

Organisateur : Cerema

Intervenants : Mozaik RH, Mohamed Tria (AS La Duchère “Ton métier c'est ton but”)



Atelier B2

“On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités”

Entre attachement, sentiment de protection et impression d'enfermement, le rapport des jeunes à leur quartier est nettement plus complexe qu'il n'y paraît, comme en attestent les témoignages récoltés lors de rencontres organisées par des centres sociaux et des centres ressources politique de la ville, dans une vingtaine de villes françaises. De cette expérience, deux sujets seront questionnés au cours de l'atelier :

- Pour les jeunes des quartiers populaires, le quartier peut-il faire communauté ?
- Comment cette démarche d'expression collective peut-elle participer au développement du pouvoir d'agir des jeunes des quartiers ?

Organisateur : Question de villes (association des directeurs de centres de ressources politique de la ville)

Animation : Frédérique Bourgeois (directrice adjointe du CR•DSU)

Intervenants : Bénédicte Madelin (ancienne présidente de Question de Ville), Raouf Hafsaoui (responsable secteur jeune, centre social Quartier Vitalité, Lyon 1er)

Atelier B4

“La fabrique des communautés (1)”

A partir d'une expérience en cours d'auto construction de logements à Tournon, un échange sur la capacité d'entreprendre d'une communauté sur des questions aussi lourdes et complexes que le logement.

Animateur et organisateur : Collectif Pouvoir d'agir

Intervenants : Centre social de Tournon, Coop alternative / Club Melchior, Locaux Motiv



Atelier C1

“Le travail social communautaire”

Échanges sur les premières hypothèses de la recherche action menée par le Spics

Animateur et organisateur : Claude Jacquier avec des membres du Spics

Atelier C3

“Mobilisation et pouvoir d’agir, ce que le community organizing change”

Le community organizing suscite un réel engouement en France depuis quelques années de la part de tous ceux qui s’intéressent aux quartiers populaires. A l’image de la notion d’empowerment, celle de community organizing est employée de façon très variable, renvoyant souvent à des pratiques et des conceptions du politique distinctes. En quoi le répertoire d’action du community organizing s’avère-t-il efficace ? Quelle place occupent les “communautés” dans cette forme de mouvement social ?

Animateur et organisateur : Studio Praxis

Intervenants : Sihame Assbague (Co-Fondatrice et Directrice Exécutive de Studio Praxis, Porte Parole du Collectif Stop le contrôle au faciès), Elsa Ray (Chargée de projets européens, Collectif Contre l'Islamophobie en France, membre de Cité en Mouvement, associations membres du Collectif Stop le contrôle au Faciès) et Leader de l'Alliance Citoyenne à Grenoble

Atelier C2

“La fabrique des communautés (2)”

Des collectifs d’habitant(e)s se constituent et s’attellent à la question de la violence et de la sécurité.

Quel pouvoir d’agir des habitant(e)s sur les questions de sécurité ?

Animateur et organisateur: Collectif Collectif Pouvoir d’Agir

Intervenants : Céline Evita et Collectif Collectif Pouvoir d’Agir

Atelier C4

“Appartenances communautaires et capacité d’intervention dans l’espace public”

Il s’agit de s’interroger sur les problèmes, mais aussi les bénéfices, de la prise en compte d’éléments de la sphère “privée” (la culture, la religion, le sexe, les liens d’appartenance familiaux, professionnels, etc.) pour construire une capacité d’intervention dans la sphère “publique”.

Animateur et organisateur : Gaëlle Ginot (chargée de mission ACEPP Rhône)

Intervenants : Université populaire de parents de St Priest et Régine Maire (Les Bâtisseuses de paix de Lyon)



Les acteurs de la conférence

Présentation : les organisateurs



ENTPE

Grande école d'ingénieurs placée sous la tutelle du Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), l'ENTPE est un **acteur de référence de l'aménagement durable des territoires**. Depuis sa création en 1954, elle forme des ingénieurs généralistes de référence dans tous les champs de l'aménagement durable des territoires grâce notamment à ses domaines de spécialisation que sont le **bâtiment**, le **génie civil**, les **transports**, les **politiques urbaines**, l'**environnement**...

www.entpe.fr



Cerema

Le Cerema, centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, est, depuis le 1^{er} janvier 2014, le **nouvel établissement public** au service de l'État et des collectivités territoriales dans le domaine du développement durable.

Le Cerema intervient en appui à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques portée par les services de l'État et les collectivités territoriales.

www.cete-lyon.developpement-durable.gouv.fr



Chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté »

Cette chaire interroge la **relation politique des citoyens aux métropoles et aux institutions en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques urbaines**. Elle

questionne et analyse les mécanismes sociaux, spatiaux, économiques et politiques qui pèsent sur l'intégration, la cohésion ou la solidarité. La citoyenneté est ainsi abordée avec l'approche pluridisciplinaire propre aux études urbaines, sous l'angle tant des sciences politiques que de la sociologie, de la géographie ou de l'urbanisme.

Fondée en 2007, à l'invitation de **Bernard Jouve**, la chaire est accueillie par l'ENTPE et est animée par des chercheurs du laboratoire Recherches interdisciplinaires ville espace société (RIVES, composante de l'UMR CNRS EVS).

<http://www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr>



Laboratoire de recherches RIVES

Le Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires Ville, Espace, Société (RIVES) rassemble des chercheurs qui s'intéressent à la **ville et à l'urbain** et, plus précisément, aux **enjeux politiques, économiques et sociaux liés à l'aménagement des territoires**. Villes et territoires sont

appréhendés en tant qu'objets d'action (action privée ou publique, collective et organisée) et en tant que cadres ou supports de l'action (cadre foncier et bâti, mais aussi institutionnel et juridique).

<http://umr5600.ish-lyon.cnrs.fr>

Les acteurs de la conférence

Présentation : les partenaires



Collectif Pouvoir d'agir

Il se compose de personnes, associations locales et réseaux nationaux engagés dans la **lutte contre l'exclusion sociale et politique**.

Collectif informel, Pouvoir d'agir est un **espace d'échanges, de mise en réseau et d'appui, de réflexion et d'action, ouvert à tous, pour que les citoyens aient un réel pouvoir sur leur environnement et sur leur vie**. Le collectif est au service de ses membres, personnes ou réseaux, il n'a pas vocation à les représenter ou à parler en leur nom.

<http://pouvoirdagir.fr>



Studio Praxis

C'est d'abord un état d'esprit, une vision.

Fondé en mars 2013 par quatre trentenaires aux compétences aussi variées que complémentaires, **sa mission est de renforcer la prise en compte de la pluralité de la société française**.

Studio Praxis s'inscrit dans la mouvance de l'entrepreneuriat social : l'équipe offre à ses clients conseil et formation en stratégie, communication et développement, ainsi que la conception de programmes pédagogiques thématiques sur mesure ; elle réinvestit ses bénéfices dans son "Action Studio", qui travaille au développement de leadership d'acteurs de terrain, notamment via la méthodologie du *community organizing* de Saul Alinsky.

<http://www.studiopraxis.fr>



CR•DSU

C'est un outil au service des acteurs du développement social urbain en Rhône-Alpes.

Il accompagne les acteurs mobilisés sur les politiques publiques de réduction des inégalités sociales et territoriales

dans les territoires urbains.

Le CR•DSU mobilise ces acteurs (professionnels ou non) à travers des actions qui visent l'échange d'expériences, l'approfondissement des pratiques et des connaissances. Il contribue ainsi à la production d'une culture commune.

Le public du CR•DSU est constitué des professionnels du développement social urbain, d'agents des collectivités locales et de l'État, d'élus, d'acteurs du champ social, de responsables associatifs, d'opérateurs et organismes d'appui, de chercheurs...

www.crdsu.org



Les acteurs de la conférence

Présentation : les partenaires financiers



Keolis

Présent dans 14 pays à travers le monde, Keolis est un **opérateur majeur du transport public de voyageurs en France, en Europe et dans le monde.**

Le métro de Lyon ? Les tramways de Lille, du Mans ou de Melbourne ? C'est Keolis qui a aidé à les concevoir et qui les exploite au quotidien. De même que Keolis conçoit et exploite des réseaux de transport partout dans le monde.

www.keolis.com



Au cœur de la région Rhône-Alpes, la

communauté urbaine de Lyon regroupe 58 communes, 1,2 million d'habitants et s'étend sur 52 715 hectares.

Carrefour privilégié des échanges entre le nord et le sud de l'Europe, le dynamisme de l'agglomération lyonnaise s'exprime chaque jour.

La Communauté urbaine est administrée par un Conseil de communauté, qui est l'équivalent du Conseil municipal au sein d'une commune. Composé de 162 membres, désignés pour 6 ans, il se réunit environ dix fois par an, lors de séances publiques où sont examinés à chaque fois une centaine de dossiers.

www.grandlyon.com



Citego

Citego veut être un **outil d'intelligence collective au service des acteurs de la ville et des citoyens**, les aidant à découvrir et analyser les expériences les plus significatives, à comprendre les mutations en

cours, notamment au niveau des modes d'approche, de disposer d'une vision d'ensemble de ce qui bouge dans les politiques urbaines en privilégiant systématiquement les études de cas concrets.

Villes et territoires seront au 21^e siècle des acteurs majeurs au sein d'un système mondialisé. C'est même probablement le niveau essentiel d'intégration des dimensions économiques, sociales et écologiques et pour construire des sociétés durables. Mais cela implique un renouvellement profond du regard sur les territoires.

www.citego.info



Informations pratiques

Contacts presse

Delphine BETKA - Organisation | 04 72 04 70 02 | delphine.betka@entpe.fr

Elisabeth RIVORY - ENTPE Communication | 06 20 42 23 11 | elisabeth.rivory@entpe.fr

Eric CHARMES - Contact scientifique | 04 72 04 71 58 | eric.charmes@entpe.fr

www.chaire-unesco-lyon.entpe.fr





Informations pratiques

Se rendre à la conférence

Hébergement :

www.lyon-france.com/Ou-dormir

Transport :

www.tcl.fr

www.rhonexpress.fr

Venir en voiture :

- du BOULEVARD PERIPHERIQUE LAURENT BONNEVAY, sortie Villeurbanne Cusset/Vaulx-en-Velin centre suivre Hôtel de Ville
- de la ROCADE EST N346, sortie Vaulx-en-Velin/Décines-Les Marais, direction Vaulx-en-Velin suivre ENTPE – Ecole d'Architecture

Parking au sein de l'ENTPE ou parking à l'intersection des rues Hô Chi Minh et Condorcet.

Venir en transports en commun :

- de St EXUPERY
Tram « Rhônexpress » - arrêt « Vaulx-en-Velin La Soie »
puis bus C8 > Vaulx-en-Velin résistance - arrêt « Vaulx - Hôtel de Ville - Campus »
puis suivre « Planétarium piétons »
- de PERRACHE
Métro A > Vaulx-en-Velin la Soie
arrêt « LAURENT BONNEVAY » (voir ci-dessous)
- de PART-DIEU
rejoindre l'arrêt « Jule Favre » Bus C3 > Vaulx-en-Velin La Grapinière
arrêt « Vaulx-Hôtel de Ville - Campus »
puis suivre « Planétarium piétons »
- de LAURENT BONNEVAY
Bus C3 ou C8, arrêt « Vaulx - Hôtel de Ville-Campus »
puis suivre « Planétarium piétons »
ou bus 57 arrêt « ENTPE »



Informations pratiques

Plan d'accès

ENTPE

3 rue Maurice Audin
69120 Vaulx-en-Velin
Tél. : 04 72 04 70 70

